



Infomat

N° 11-002-XIF au catalogue (English 11-002-XIE) ISSN 1209-0875

Revue hebdomadaire

Le vendredi 16 avril 1999

APERÇU

◆ Premier recul de l'emploi en neuf mois

Après s'être accru fortement au cours des huit derniers mois, le nombre estimatif d'emplois a diminué en mars. Cette légère baisse était entièrement constituée d'emplois à temps partiel et concentrée chez les jeunes de 15 à 24 ans.

◆ L'activité économique devrait rester stable à court terme

Les résultats de l'Enquête sur les anticipations à court terme montrent qu'une stabilité de la performance économique est à prévoir jusqu'en mai.

◆ La valeur nette nationale s'accroît à un rythme plus lent

En 1998, la valeur nette nationale s'est accrue de 3,6 %, atteignant 90 900 \$ par habitant. Ce rythme de croissance plus lent qu'en 1997 résulte de la hausse du patrimoine national et d'une baisse de l'endettement net étranger du Canada.

◆ Diminution du passif international net du Canada

Le passif international net du Canada a légèrement fléchi pour se fixer à 324 milliards de dollars à la fin de 1998, en baisse pour une troisième fois au cours des quatre dernières années.

◆ Les permis de construction en baisse pour un deuxième mois d'affilée

En février, la valeur des permis de construction a diminué pour un deuxième mois consécutif. La hausse des projets de construction résidentielle n'a pas suffi à combler le recul observé dans le secteur non résidentiel.

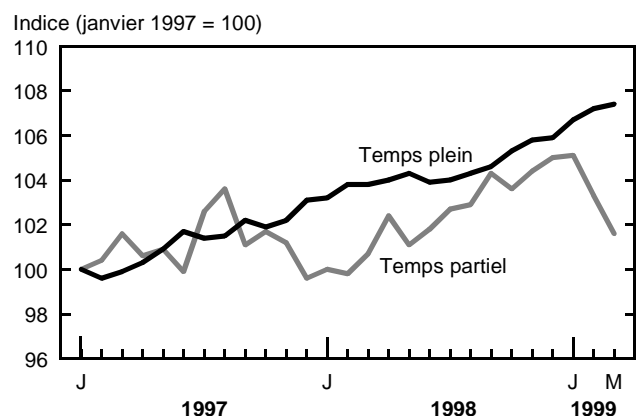
Premier recul de l'emploi en neuf mois

Après s'être accru fortement au cours des huit derniers mois, le nombre estimatif d'emplois a diminué de 29 000 en mars. Cette légère baisse de l'emploi, entièrement constituée d'emplois à temps partiel et concentrée chez les jeunes de 15 à 24 ans, a été accompagnée d'un déclin du nombre de personnes dans la population active. Le taux de chômage est demeuré inchangé à 7,8 %.

Chez les jeunes, le nombre d'emplois a ainsi reculé de 22 000. Cette baisse, jumelée à celle de 25 000 enregistrée en février, annule la hausse marquée de janvier. Cependant, depuis le début de l'année, une perte de 40 000 emplois à temps partiel a été contrebalancée par une augmentation de 36 000 emplois à temps plein. En mars, le déclin de l'emploi s'est accompagné d'un mouvement de retrait du marché du travail, de sorte que le taux de chômage des jeunes n'a que légèrement augmenté, pour atteindre 14,3 %.

Chez les adultes, la situation de l'emploi est demeurée inchangée en mars. Durant le premier trimestre de 1999, le nombre d'emplois chez les hommes s'est accru de 55 000, comparativement à 20 000 chez les femmes. Depuis décembre 1998, le nombre d'emplois à temps plein chez les adultes s'est accru de 124 000, progression qui a été partiellement annulée par une perte de 49 000 emplois à temps partiel.

Emploi à temps plein et à temps partiel



(suite à la page 2)



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

... Premier recul de l'emploi en neuf mois

En mars, le recul de l'emploi est survenu uniquement dans le secteur privé et presque entièrement chez les employés (- 37 000). En revanche, le nombre d'emplois dans le secteur public s'est légèrement accru (+ 16 000). Malgré ces mouvements, il y a maintenant 190 000 employés de plus dans le secteur privé qu'il y a un an, et 70 000 de plus dans le secteur public. Quant au nombre de travailleurs indépendants, il n'a pratiquement pas varié en mars et s'est maintenu à 157 000 au cours des 12 derniers mois.

Il y a eu de faibles pertes d'emplois dans le secteur des services, notamment dans les services d'hébergement et de restauration ainsi que dans l'information, la culture et les loisirs. Dans le secteur de la production des biens par contre, la situation globale de l'emploi a connu peu de changement. Une hausse assez prononcée dans la fabrication (+ 35 000) a été annulée par des baisses dans les ressources naturelles (- 20 000) et dans la construction (- 17 000). Le nombre d'emplois dans le secteur des services est resté pratiquement le même au cours du premier trimestre de 1999, tandis que 71 000 emplois se sont ajoutés au secteur des biens, hausse attribuable à une forte croissance de l'emploi dans la fabrication (+ 96 000).

Du côté des provinces, la Colombie-Britannique a enregistré un léger recul de 16 000 emplois, après avoir affiché une tendance à la hausse au cours de la dernière année. Cette baisse s'est entièrement produite chez les femmes. Le taux de chômage s'est accru de 0,3 point de pourcentage, pour atteindre 8,4 %.

Le nombre d'emplois a aussi régressé à Terre-Neuve (- 4 000), ce qui a en partie annulé la progression de février. Le nombre d'emplois a tout de même augmenté de 10 000 (+ 5,1 %) depuis mars 1998, dont 5 000 au cours des trois derniers mois. Au Nouveau-Brunswick, un déclin de la population active (- 4 000) et un niveau d'emploi inchangé ont fait diminuer le taux de chômage de 0,8 point, qui est descendu à 10,5 %.

En Ontario, la situation de l'emploi est demeuré inchangée. Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a toutefois

Note aux lecteurs

Depuis janvier 1999, trois changements majeurs touchent les estimations de l'Enquête sur la population active. Premièrement, les estimations selon la branche d'activité sont passées de la Classification type des industries de 1980 au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Deuxièmement, les estimations selon la profession sont passées de la Classification type des professions de 1980 à celle de 1991. Finalement, la définition du secteur public a été modifiée. Les données résultant de ces trois changements et d'autres modifications ne sont pas comparables aux estimations publiées précédemment. Toutefois, des séries chronologiques sont maintenant disponibles dans CANSIM. Pour plus de renseignements sur les changements relatifs à l'enquête, consultez le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca ou communiquez avec Marc Lévesque au (613) 951-2793, Division des enquêtes-ménages.

fléchi, faisant passer le taux de chômage de 6,6 % à 6,4 %, le taux le plus bas depuis juillet 1990. L'emploi a également peu varié au Québec. Dans cette province, la population active a légèrement diminué, de sorte que le taux de chômage a fléchi de 0,1 point pour s'établir à 9,9 %. Depuis le début de l'année, le Québec a perdu 38 000 emplois, principalement chez les femmes (- 29 000). La situation est demeurée pratiquement la même dans les autres provinces.

Données stockées dans CANSIM : matrices 3450 à 3471, 3483 à 3502 et tableau 00799999.

Le résumé intitulé **Information population active (71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$)**, pour la semaine se terminant le 20 mars 1999, est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Deborah Sunter au (613) 951-4740 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division des enquêtes-ménages. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)

Enquête sur la population active, mars 1999

Données désaisonnalisées

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	15 877,1	- 0,2	14 634,8	- 0,2	1 242,3	7,8
Terre-Neuve	248,9	0,6	204,9	- 2,0	43,9	17,6
Île-du-Prince-Édouard	73,1	0,1	62,2	0,2	10,9	14,9
Nouvelle-Écosse	455,4	- 0,4	408,5	- 0,1	46,9	10,3
Nouveau-Brunswick	375,0	- 1,0	335,8	- 0,1	39,2	10,5
Québec	3 729,2	- 0,3	3 359,7	- 0,2	369,5	9,9
Ontario	6 160,0	- 0,2	5 766,0	0,0	394,1	6,4
Manitoba	584,5	0,0	552,9	0,2	31,6	5,4
Saskatchewan	510,0	- 0,3	477,8	0,0	32,2	6,3
Alberta	1 646,7	0,1	1 549,1	- 0,1	97,7	5,9
Colombie-Britannique	2 094,1	- 0,5	1 917,9	- 0,8	176,2	8,4

Note : Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

L'activité économique devrait rester stable à court terme

Les résultats de l'Enquête sur les anticipations à court terme montrent que la performance de l'économie devrait demeurer stable. La moyenne des prévisions d'un mois à l'autre du produit intérieur brut (PIB) est de 0,3 % pour les mois de février et de mars. En janvier, les analystes avaient été trop optimistes; ils avaient prévu une hausse de 0,4 % du PIB, comparativement à l'augmentation réelle de 0,2 %.

En ce qui concerne le commerce international, la moyenne mensuelle de l'excédent prévu pour les mois de février à avril s'établit à 2,5 milliards de dollars, un résultat légèrement inférieur au chiffre réel de 2,7 milliards de dollars pour janvier. Les prévisions pour les exportations et les importations étaient approximativement les mêmes que les chiffres réels pour le mois de janvier.

Du côté de l'Indice des prix à la consommation, les analystes s'attendent à une augmentation pour la période de mars à mai. L'inflation réelle de février était légèrement plus élevée que prévue, la moyenne anticipée étant de 0,7 %, par rapport au taux réel de 0,8 %.

On a observé une stabilité du taux de chômage (7,8 %) et du taux de participation (65,8 %) en février. Les analystes s'attendent à un taux de chômage stable de mars à mai. Selon eux, celui-ci devrait se fixer à 7,8 % pour ces trois mois. Comme l'indique le

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les anticipations à court terme est menée mensuellement auprès d'un groupe d'analystes économiques provenant d'entreprises canadiennes partout au pays dans le but d'obtenir un portrait représentatif de l'économie canadienne pour les trois prochains mois. Les analystes émettent des prévisions sur la variation d'une année à l'autre de l'Indice des prix à la consommation (IPC), des taux de chômage et d'activité, du niveau des exportations et des importations de marchandises, ainsi que sur la variation mensuelle du produit intérieur brut (PIB).

premier article du présent numéro d'*Infomat*, le taux de chômage était effectivement de 7,8 % en mars. Les analystes prévoient aussi une légère augmentation du taux de participation en mars, en avril et en mai, les taux moyens devant s'établir à 65,8 %, à 65,9 % et à 65,9 % respectivement. Le taux de participation pour le mois de mars a été surévalué puisqu'il a en fait diminué de 0,2 point pour descendre à 65,6 %.

Pour plus de renseignements sur les résultats de l'Enquête sur les anticipations à court terme ou pour obtenir un ensemble de tableaux, communiquez avec Jenny Grenier au (613) 951-1020 (télécopieur : (613) 951-1572; courriel : grenjen@statcan.ca), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

La valeur nette nationale s'accroît à un rythme plus lent

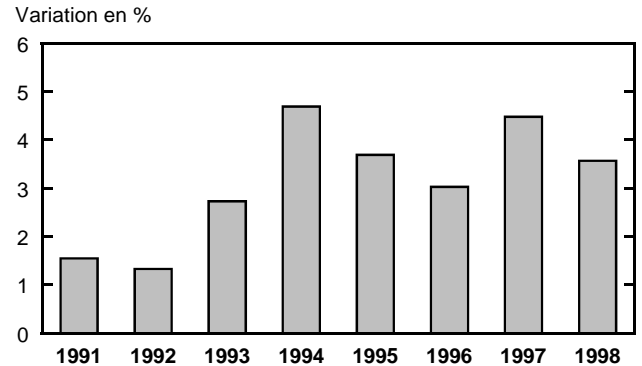
La valeur nette nationale s'est accrue de 3,6 % en 1998 pour grimper à 2,8 billions de dollars, ce qui correspond à 90 900 \$ par habitant. Il s'agit là du résultat de la hausse du patrimoine (richesse) national et d'une baisse de l'endettement net étranger du Canada (ce que nous devons aux étrangers moins ce qu'ils nous doivent). Compte tenu de la croissance plus faible de l'activité économique au pays en 1998, la hausse de la valeur nette a été moins forte qu'en 1997.

Le patrimoine national a aussi augmenté l'an dernier pour atteindre le chiffre record de 3,1 billions de dollars. Cette progression s'explique par les acquisitions et les réévaluations d'actifs corporels (par exemple les immeubles résidentiels, les immeubles à bureaux, les stocks et les biens de consommation durables). Il y a quand même eu un ralentissement de la croissance du patrimoine national (+ 3,1 %) comparativement à 1997 (+ 4,0 %). Cela est en accord avec la plus faible croissance des dépenses en capital en 1998 et le changement dans leur composition.

En ce qui touche l'aspect financier, la dette totale sur les marchés du crédit (effets à court terme, emprunts, hypothèques et obligations) a continué de s'accumuler à un rythme légèrement plus rapide en 1998. Cela s'explique en partie par la réévaluation à la hausse de la dette à long terme libellée en devises étrangères, qui a été alimentée par la forte baisse du dollar canadien au cours de l'année.

La situation des finances publiques a continué de s'améliorer, l'ensemble de la dette publique ayant augmenté à un rythme beaucoup plus faible que le produit intérieur brut (PIB), pour la

Valeur nette nationale



deuxième année d'affilée. Il s'agit d'un renversement de tendance marqué par rapport aux 20 années précédentes. La dette de l'administration fédérale auprès des marchés du crédit a de nouveau baissé en 1998, étant donné que les émissions d'effets à court terme venant à échéance ont dépassé les nouvelles émissions nettes d'obligations. En conséquence, la dette a diminué de 9 milliards de dollars de plus en raison de la hausse du surplus durant l'année. La dette sur les marchés du crédit des autres administrations publiques s'est accrue d'un faible 1,5 %, en conformité avec la tendance à la baisse des cinq dernières années. Cela traduit aussi le retour à un léger déficit à l'échelon provincial et une augmentation du surplus à l'échelon des administrations locales.

En ce qui concerne le secteur des entreprises, le bilan est demeuré en santé en 1998. La dette sur les marchés du crédit des

(suite à la page 4)

... La valeur nette nationale s'accroît à un rythme plus lent

sociétés privées non financières a augmenté et reflète une légère hausse de la demande de capitaux et une réévaluation à la hausse de la dette en devises étrangères, due à la dépréciation du dollar canadien. Malgré tout, une forte augmentation des émissions d'actions au cours de l'année, jointe aux bénéfiques, a fait en sorte que le ratio de la dette sur l'avoir des actionnaires est resté inchangé.

Parallèlement, la valeur nette des ménages s'est accrue malgré la hausse de l'endettement. L'augmentation de la dette en 1998 a fait monter le ratio de la dette de consommation et des hypothèques au niveau record de 101 % du revenu après impôts. Cela est en accord avec une autre baisse du taux d'épargne, alors que les consommateurs ont fait davantage usage de fonds empruntés. La valeur nette des ménages a quand même poursuivi sa progression en 1998, mais à un taux plus faible.

La dette extérieure nette du Canada a fléchi l'an dernier grâce à une hausse record des placements à l'étranger. Les entreprises canadiennes ont fortement augmenté leur investissement direct à l'étranger, surtout à la suite d'importantes acquisitions. Les fonds de placements et de retraite ont aussi été très actifs auprès des marchés étrangers. Plus de la moitié de la hausse des avoirs à l'étranger s'explique par des flux de capitaux additionnels; une autre part importante de la hausse s'explique par des gains dus à l'appréciation des devises étrangères par rapport au dollar canadien. En 1998, l'actif international du Canada a augmenté plus rapidement que le passif envers les résidents étrangers, ce qui s'est traduit par une légère baisse de la dette nette étrangère, qui s'est établie à 324 milliards de dollars. La dette nette diminue depuis plusieurs années par rapport au patrimoine national et au PIB.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national sont des états des actifs non financiers possédés par les secteurs de l'économie et de créances financières en cours parmi les agents de l'économie. Ils se composent des bilans des différents secteurs de l'économie.

Le patrimoine (richesse) national est la somme des actifs non financiers, c'est-à-dire les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terrains agricoles de tous les secteurs de l'économie.

La valeur nette nationale est le patrimoine moins l'endettement envers les résidents étrangers (c'est-à-dire le bilan des investissements internationaux du Canada ou la dette internationale nette). Elle est également la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

Données stockées dans CANSIM : matrices 700, 727, 745 à 747, 751, 753 à 777, 779 à 785, 787 à 790 et 792 à 795.

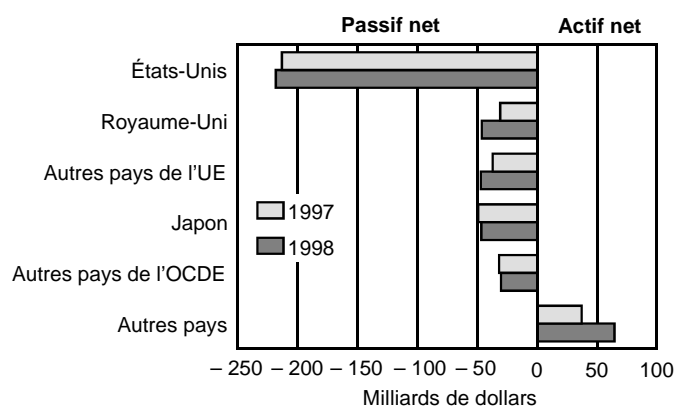
Un document analytique (13-214-PPB, 50 \$) contenant des tableaux de 1995 à 1998 et de nombreux graphiques est maintenant en vente. Les personnes intéressées peuvent obtenir les données du bilan national sur disquette (13-214-XDB, 60 \$). Pour commander ou pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et des dépenses. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Patrick O'Hagan au (613) 951-1798 ou avec Ferhana Ansari au (613) 951-3815, Division de la balance des paiements et des flux financiers.

Diminution du passif international net du Canada

Le passif international net du Canada a légèrement diminué pour s'établir à 324 milliards de dollars à la fin de 1998. Il s'agit de la troisième baisse à se produire au cours des quatre dernières années. Ce bilan net s'explique par un actif international de 647 milliards de dollars et un passif de 971 milliards de dollars. En proportion du produit intérieur brut (PIB), le passif net a également diminué en 1998, se chiffrant à 36 % contre 44 % en 1994. L'actif international du Canada a encore augmenté plus rapidement que le passif, et ce pour une sixième année de suite. Pour chaque dollar d'avoirs à l'étranger, le Canada a maintenant 1,50 \$ de passif, comparativement à 2 \$ en 1992.

L'investissement direct à l'étranger représente toujours la plus grande part de l'actif international (37 %), alors que l'investissement dans des titres de portefeuille constitue 22 % de l'ensemble. En 1998, les investisseurs directs et de portefeuille canadiens ont tous les deux été très actifs auprès des marchés étrangers et ont été à l'origine de la très grande majorité de l'accroissement de 78 milliards de dollars de l'actif international du Canada. Plus de la moitié de cette hausse s'explique par des flux de capitaux additionnels, alors que le reste s'explique par une progression causée par l'appréciation des devises étrangères par rapport au dollar canadien.

Bilan des investissements internationaux



À la fin de 1998, l'investissement direct canadien à l'étranger était de 10 % plus élevé que l'investissement étranger au Canada. D'ailleurs, l'investissement direct canadien à l'étranger dépasse depuis maintenant trois ans l'investissement étranger au Canada. Les entreprises canadiennes ont accru leur investissement direct à l'étranger de 17 %, lequel a atteint 240 milliards de dollars en 1998. Ce taux de croissance est le plus fort depuis 1994 et tient à d'importantes acquisitions. Un peu plus de la moitié de cet

(suite à la page 5)

... Diminution du passif international net du Canada

investissement a été dirigé aux États-Unis, alors que le reste a été bien diversifié géographiquement. En ce qui concerne les entreprises étrangères, une hausse de 10 % de leurs investissements au Canada a amené la valeur de l'investissement étranger au pays à 217 milliards de dollars. Plus des deux tiers provenaient des États-Unis et un cinquième, des pays de l'Union européenne (UE).

Pour ce qui est de la valeur de l'investissement de portefeuille à l'étranger des résidents canadiens, elle a progressé de 27 % pour atteindre 144 milliards de dollars à la fin de 1998, surtout par le biais de caisses de retraite et de fonds communs de placement. Cette hausse, la plus forte depuis 1979, est due à d'importants flux de capitaux, mais aussi à la dépréciation du dollar canadien. Ces investissements de portefeuille représentent maintenant 22 % de l'actif international du Canada, comparativement à 15 % il y a 10 ans.

Les investisseurs des États-Unis continuent d'être les principaux créanciers nets étrangers du Canada en ayant investi 218 milliards de dollars, ce qui représentait, à la fin de 1998, un peu plus des deux tiers de la dette nette du Canada envers les non-résidents. La part des États-Unis a ainsi grimpé progressivement depuis le creux inégalé de 34 % enregistré en 1991. Même si le Japon est demeuré le deuxième créancier du Canada en 1998, il est maintenant suivi de très près par le Royaume-Uni. Les autres pays de l'Union européenne ont aussi augmenté leur part de la dette nette du Canada envers les non-résidents, qui s'est établie à 15 %. La position de prêteur net du Canada envers les pays autres que ceux de l'OCDE s'est par ailleurs considérablement accrue en 1998, en raison surtout de l'actif touchant les dépôts et l'investissement direct.

La moitié de la hausse de 76 milliards de dollars du passif international du Canada s'explique par les obligations canadiennes détenues à l'étranger, qui représentent 42 % de l'investissement étranger au pays. La valeur des avoirs à l'étranger en obligations canadiennes se situait à 410 milliards de dollars à la fin de 1998 et était en hausse de plus de 10 % (+ 38 milliards de dollars), soit le double du taux enregistré au cours des deux années précédentes. Cette hausse s'explique principalement par la dépréciation du dollar canadien, étant donné que plus des deux tiers des obligations canadiennes détenues à l'étranger sont libellées en devises étrangères.

En 1998, les non-résidents ont encore augmenté leur part d'obligations des sociétés canadiennes, qui s'est fixée à 34 % de l'ensemble de leurs investissements. Cependant, leur part des obligations des gouvernements canadiens (incluant leurs entreprises) a reculé au cours des quatre dernières années. Cependant, à 269 milliards de dollars, la valeur des obligations du secteur public continue de représenter les deux tiers de toutes les obligations canadiennes détenues à l'étranger.

Données stockées dans CANSIM : matrices 4180 à 4190, 4194 et 4195.

*La publication **Bilan des investissements internationaux du Canada, 1998** (67-202-XPB, 52 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Christian Lajule au (613) 951-2062, Division de la balance des paiements et des flux financiers.*

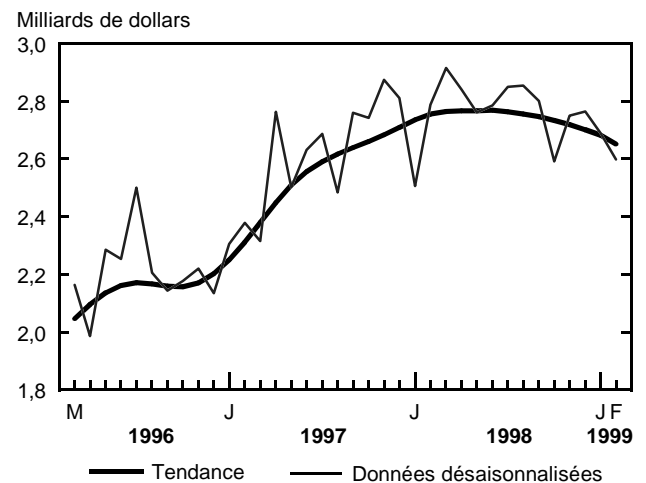
Les permis de construction en baisse pour un deuxième mois d'affilée

En février, la valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a diminué pour un deuxième mois consécutif, fléchissant de 3,4 % pour descendre à 2,6 milliards de dollars. La hausse des projets de construction résidentielle (+ 2,4 %), dont la valeur a atteint 1,5 milliard de dollars, n'a pas été suffisante pour annuler le premier recul à survenir en trois mois dans le secteur non résidentiel (- 10,2 %), dont la valeur des permis s'est établie à 1,1 milliard de dollars.

Dans le secteur résidentiel, les projets de construction unifamiliale ont mené le bal, ceux-ci ayant bondi de 6,0 % pour passer à 1,1 milliard de dollars. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis décembre 1997. Cette forte croissance a largement compensé la baisse des projets de construction multifamiliale. Ceux-ci ont chuté de 7,4 % pour s'établir à 359 millions de dollars, en baisse pour un troisième mois de suite.

Même si la tendance dans le secteur résidentiel affiche depuis peu des signes de ralentissement, celle dans le secteur du logement unifamilial semble maintenir le cap. Ainsi, depuis le début de 1999, les projets de construction sont de 3,5 % plus élevés que pour la même période en 1998. De plus, les taux hypothécaires à long terme sont restés favorables en février, les prix des logements étaient stables et l'emploi a augmenté pour un huitième mois consécutif. En outre, le nombre de postes à temps plein a continué

Valeur des permis de construction



de croître, particulièrement dans les secteurs où le salaire moyen est relativement élevé, notamment dans la fabrication et les services publics. Le nombre de mises en chantier s'est accru de 1,5 % en février, alors que la vente de maisons existantes a affiché sa progression mensuelle la plus importante en plus de deux ans (+ 12,3 %). Tous ces facteurs laissent entrevoir des résultats positifs pour les mois à venir, en particulier pour les logements unifamiliaux.

(suite à la page 6)

... Les permis de construction en baisse pour un deuxième mois d'affilée

À l'Île-du-Prince-Édouard, dans les Territoires du Nord-Ouest et en Alberta, ce sont principalement les logements multifamiliaux qui ont stimulé la croissance dans le secteur résidentiel. À l'opposé, les logements unifamiliaux ont été le moteur de l'augmentation signalée en Ontario. Au Québec et au Manitoba, les reculs de la valeur des permis de construction tiennent surtout à la faiblesse des projets de construction de logements multifamiliaux. Au Québec, cependant, la valeur des permis de construction unifamiliale a tout de même maintenu un niveau inégalé depuis le milieu de 1994.

En février, le secteur non résidentiel a subi une diminution généralisée, les trois composantes (industrielle, commerciale et institutionnelle) ayant participé à la chute de 10,2 % de la valeur des permis délivrés. Les projets industriels, les plus touchés, ont dégringolé de 24,8 % pour s'établir à 287 millions de dollars, leur plus bas niveau depuis janvier 1998. C'est dans le secteur des usines de fabrication et des services publics que les plus grandes pertes ont été enregistrées. Après avoir fléchi de 11,2 % en janvier, la composante commerciale a affiché une diminution de 4,7 % en février. La faiblesse des projets de construction d'entrepôts et de laboratoires a plus que neutralisé la croissance modérée dans le secteur des immeubles à bureaux, des restaurants et des hôtels. Une importante baisse des permis de construction

d'établissements de bien-être et de maisons de repos a fait reculer la composante institutionnelle de 0,9 %. De fortes hausses dans le secteur de l'éducation et des services médicaux ont ralenti la diminution d'ensemble.

L'Alberta a enregistré une baisse marquée de la valeur des permis de construction non résidentielle, qui est descendue à son niveau le plus bas depuis juillet 1997. Ce résultat reflète une régression de 75 % de la composante institutionnelle. Au Québec, les projets de construction non résidentielle ont reculé le plus dans la composante industrielle. À Terre-Neuve, les composantes commerciale et institutionnelle ont toutes deux contribué à la chute. Par contraste, la plus importante hausse s'est produite en Ontario sous l'effet d'un bond de 122,6 % de la composante institutionnelle. En Colombie-Britannique, la composante commerciale a été le principal facteur responsable de la progression de la valeur des permis dans le secteur non résidentiel.

Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de février 1999 de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) vient de paraître. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courriel : burejoa@statcan.ca). Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Ginette Gervais au (613) 951-2025 (courriel : gervgin@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

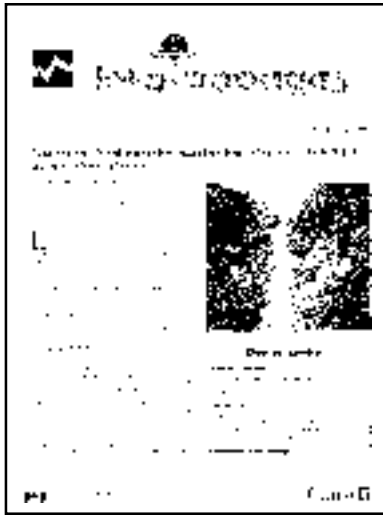
Permis de construction, février 1999

Données désaisonnalisées

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %
Canada	2 597,6	- 3,4	1 481,7	2,4	1 115,9	- 10,2
Terre-Neuve	28,4	- 46,2	17,1	40,7	11,3	- 72,2
Île-du-Prince-Édouard	10,6	129,3	8,1	296,3	2,4	- 4,6
Nouvelle-Écosse	72,5	- 2,8	41,0	12,2	31,5	- 17,1
Nouveau-Brunswick	29,7	- 2,3	22,1	3,3	7,6	- 15,5
Québec	526,6	- 9,8	273,4	- 4,2	253,3	- 15,2
Ontario	1 201,0	6,9	658,1	5,4	542,9	8,8
Manitoba	53,1	- 39,5	28,7	- 20,9	24,4	- 52,7
Saskatchewan	34,4	- 2,7	12,4	- 9,8	22,1	1,8
Alberta	358,4	- 16,8	238,0	2,2	120,4	- 39,2
Colombie-Britannique	274,0	7,4	175,4	- 1,6	98,6	28,2
Yukon	1,4	- 46,3	1,2	- 53,5	0,2	592,9
Territoires du Nord-Ouest	7,5	- 5,3	6,3	464,9	1,2	- 82,0

Note : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. Certaines variations en pourcentage doivent être interprétées avec précaution en raison des petits nombres en cause.

Nouveautés de Statistique Canada



Info-voyages Printemps 1999

Le numéro du printemps 1999 d'*Info-voyages* présente l'article « Analyse de l'évolution des marchés touristiques d'Amérique latine et des Caraïbes ». Cet article examine l'étendue et l'importance économique des séjours des visiteurs étrangers en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi que les visites des résidents de ces régions dans d'autres pays. Il évalue aussi la possibilité que la région devienne une importante source de tourisme, puis il cerne et explore quelques-uns des principaux facteurs qui limiteront la croissance touristique de ces régions pour les 10 prochaines années environ. Enfin, il évalue la possibilité pour le Canada de profiter de la croissance prévue du nombre de visiteurs étrangers en provenance de ces régions.

Chaque trimestre, *Info-voyages* présente les plus récentes caractéristiques des voyageurs internationaux et analyse les tendances de l'Indice des prix des voyages. On y présente également les indicateurs les plus récents sur les voyages.

Le numéro du printemps 1999 d'*Info-voyages*, vol. 18, n° 2 (version imprimée : 87-003-XPB, 13 \$ / 42 \$; version sur Internet : 87-003-XIB, 10 \$ / 32 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Monique Beyrouti au (613) 951-1673 (télécopieur : (613) 951-2909; courriel : beyrmon@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre des statistiques sur l'éducation.

Enquête sur la dynamique du travail et du revenu : vivre dans une famille à faible revenu 1993 à 1996

Statistique Canada a diffusé récemment la quatrième vague de données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR). Cette dernière permet entre autres d'examiner le niveau d'exposition des Canadiens au faible revenu, de 1993 à 1996. Les résultats sont présentés dans une étude intitulée *Dans quelle mesure les Canadiens sont-ils exposés au faible revenu : 1993 à 1996*.

L'EDTR est une enquête longitudinale qui trace un portrait des emplois des Canadiens, de l'évolution de leur revenu et de la composition de leur famille au fil des ans. Les mêmes personnes sont interviewées d'une année à l'autre de façon à cerner les transitions qui surviennent sur le marché du travail canadien ainsi que les autres changements que ces personnes et leurs familles connaissent. L'échantillon de l'enquête est constitué d'environ 35 000 individus de tous âges, qui ont été sélectionnés en 1993 et interviewés en 1994, 1995 et 1996 de façon à recueillir de l'information sur leurs caractéristiques démographiques, leur revenu familial et leurs activités sur le marché du travail.

L'étude *Dans quelle mesure les Canadiens sont-ils exposés au faible revenu : 1993 à 1996* (75F002MIF) est disponible sans frais sur le site Internet de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca. La séquence à suivre pour y accéder est : « Produits et services », « Documents de recherche » et « Index ». Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 (courriel : revenu@statcan.ca) ou composez sans frais le 1 888 297-7355, Division de la statistique du revenu.

Secteur fondé sur le savoir : les caractéristiques déterminantes des nouvelles entreprises

Les nouvelles entreprises prospères dans le secteur canadien fondé sur le savoir, c'est-à-dire celles axées sur la recherche et le développement, exercent leurs activités bien différemment des nouvelles entreprises des autres secteurs, conclut une nouvelle étude intitulée *Les caractéristiques déterminantes des jeunes entreprises des industries scientifiques*. L'étude cherche à déterminer si les nouvelles entreprises des industries scientifiques (le secteur fondé sur le savoir) exercent leurs activités de la même manière que les nouvelles entreprises des autres secteurs. Les données sont tirées de l'Enquête sur les pratiques opérationnelles et financières des nouvelles entreprises, réalisée en 1996.

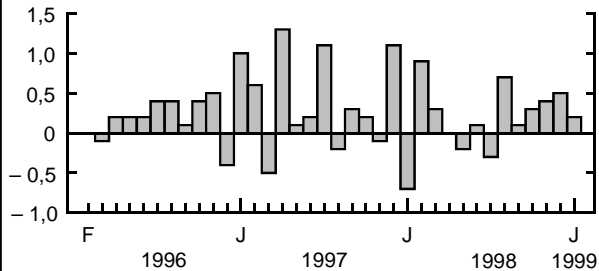
Aux fins de cette étude, les industries « scientifiques » sont celles qui privilégient la recherche et le développement et celles dont la part de la main-d'œuvre accaparée par les scientifiques et les ingénieurs est importante. Les entreprises faisant l'objet de cette étude ont été créées entre 1983 et 1986 et étaient toujours en activité en 1996. Comme moins d'une entreprise nouvelle sur cinq est toujours en activité après 10 ans, ces entreprises sont considérées comme étant relativement « prospères » du seul fait d'avoir survécu plus d'une décennie. L'étude est la quatrième d'une série qui examine les profils des PME.

La publication intitulée *Les caractéristiques déterminantes des jeunes entreprises des industries scientifiques* (88-517-XPB, 25 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec John Baldwin au (613) 951-8588 (courriel : baldjoh@statcan.ca), Division des études et de l'analyse microéconomiques.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

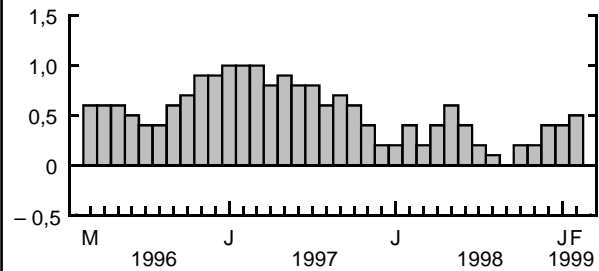
Variation mensuelle en %



L'activité économique a progressé de 0,2 % en janvier, enregistrant une sixième hausse mensuelle consécutive.

Indice composite

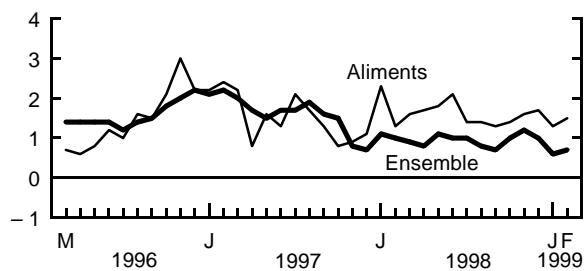
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé a continué de se raffermir en progressant de 0,5 % en février.

Indice des prix à la consommation

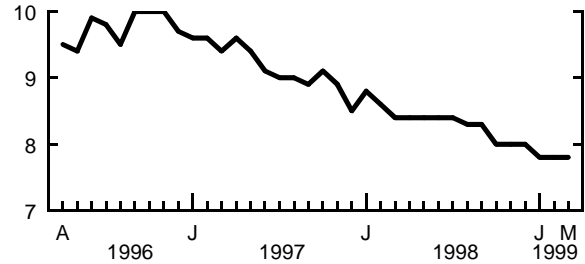
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 0,7 % de plus pour l'achat de biens et de services en février 1999, comparativement au même mois de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,5 %.

Taux de chômage

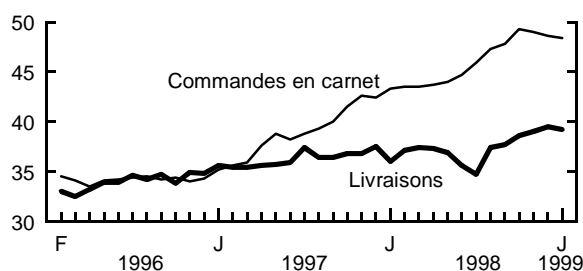
%



En mars, le taux de chômage est demeuré à 7,8 %, soit le taux le plus bas depuis juin 1990.

Fabrication

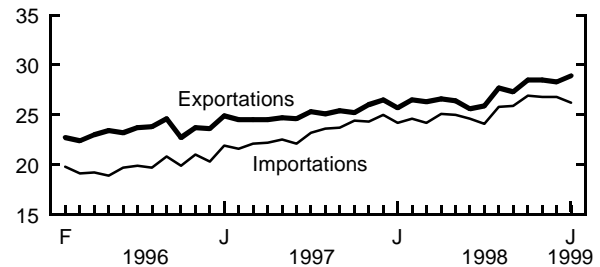
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont fléchi de 0,7 % en janvier, pour s'établir à 39,2 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a diminué de 0,3 %, pour se fixer à 48,4 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En janvier, les exportations de marchandises se sont fortement accrues de 2,1 % par rapport à décembre, pour se fixer à 28,9 milliards de dollars. Les importations ont diminué de façon marquée de 2,2 %, pour se chiffrer à 26,2 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	janvier	730,1	0,2 %	3,1 %
Indice composite (1981 = 100)	février	211,1	0,5 %	3,9 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 1998	28,7	15,1 %	-1,0 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	4 ^e trim. de 1998	82,5	0,7 †	-0,9 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	janvier	21,2	1,7 %	5,1 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	janvier	122,5	3,6 %	15,0 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mars*	14,64	-0,2 %	2,9 %
Taux de chômage (%)	mars*	7,8	0,0 †	-0,6 †
Taux d'activité (%)	mars*	65,6	-0,2 †	0,7 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	janvier	39,3	-0,2 %	2,6 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	janvier	605,24	-0,6 %	-0,2 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	mars	148	0,0 %	7,2 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	janvier	28,9	2,1 %	12,7 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	janvier	26,2	-2,2 %	8,3 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	janvier	2,7	1,2	1,2
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	janvier	39,2	-0,7 %	8,9 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	janvier	39,1	0,8 %	5,9 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	janvier	48,4	-0,3 %	11,6 %
Ratio des stocks aux livraisons	janvier	1,26	0,00	-0,07
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	février	109,1	0,2 %	0,7 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	février	119,4	-0,4 %	-0,5 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	février	101,5	-1,8 %	-10,3 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	février*	100,3	0,0 %	0,5 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;
prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix pour l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1999. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 8 au 14 avril 1999

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS				
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	janvier 1999	67-002-XPB	18 / 176	18 / 176
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE				
L'aide juridique au Canada : ressources et nombre de cas	1997-1998	85F0015XIF	20	--
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DES STATISTIQUES SUR L'ÉDUCATION				
Info-voyages : Analyse de l'évolution des marchés touristiques d'Amérique latine et des Caraïbes	printemps 1999			
Internet		87-003-XIB	10 / 32	--
Papier		87-003-XPB	13 / 42	13 / 42
ENQUÊTES-MÉNAGES				
Information population active	semaine se terminant le 20 mars 1999	71-001-PPB	11 / 103	11 / 103
Répartition du revenu au Canada selon la taille du revenu	1997	13-207-XPB	46	46
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Ciment	février 1999	44-001-XIB	5 / 47	--
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	février 1999	41-006-XIB	5 / 47	--
Huiles et corps gras	février 1999	32-006-XIB	5 / 47	--
Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres	février 1999	36-003-XIB	5 / 47	--
Production de pétrole brut et de gaz naturel	décembre 1998	26-006-XPB	19 / 186	19 / 186
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	février 1999	41-011-XIB	5 / 47	--
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	février 1999	46-002-XIB	5 / 47	--
Scieries et ateliers de rabotage	janvier 1999	35-003-XPB	12 / 114	12 / 114
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL				
Permis de bâtir	février 1999	64-001-XIB	19 / 186	--
PROJET DE REMANIEMENT DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE				
Plan stratégique quinquennal pour le développement d'un système d'information sur les sciences et la technologie	1998	88-523-XPB	36	36
TRANSPORTS				
Origine et destination des passagers aériens, rapport sur le trafic intérieur	1997			
Internet		51-204-XIB	32	--
Papier		51-204-XPB	43	43

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.) Les prix des publications électroniques sur Internet sont exprimés en dollars canadiens seulement.

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277 ou 1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584 ou 1 800 889-9734**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.